

Moyen-Orient: Migrations, démocratisation, médiations, (sous la dir.), Ricardo Bocco et Mohammad-Reza Djalili, Puf, Paris, 1994.

PERSPECTIVES DÉMOCRATIQUES AU MACHREK

Georges CORM

Le Machrek arabe apparaît jusqu'à aujourd'hui à l'abri des bouleversements de régimes politiques entraînés par la fin de l'ère des grandes dictatures en Amérique latine, en Europe centrale et en ex-Union soviétique. L'aspiration à la démocratie libérale qui souffle sur de larges parties de l'humanité depuis plusieurs années n'a eu jusqu'ici, en dehors du cas du Royaume de Jordanie et de l'essai avorté de l'Algérie au Maghreb, aucune influence directe sur les régimes politiques du monde arabe. Bien au contraire, on semble assister partout à un blocage des régimes politiques en place. La menace dite "islamiste" est omniprésente et la guerre du Golfe n'a fait qu'accroître les facteurs régionaux de déstabilisation et donc de crispation des régimes en place.

Peu d'analyses tentent de décrypter cette situation de blocage, sinon pour affirmer que les structures sociologiques du Moyen-Orient ne se prêtent pas à l'établissement de régimes démocratiques. En fait, la prédominance de l'approche culturaliste du monde arabe à partir de l'étude de l'Islam contribue grandement à obscurcir les enjeux des situations moyen-orientales, car elle les isole de l'évolution des systèmes de puissance à l'échelle internationale.

Il y a, sur le Moyen-Orient, dans la littérature aussi bien académique que journalistique ou médiatique, une démission de la réflexion de type historique et géopolitique profane au profit d'un néo-orientalisme, fondé sur l'analyse fermée de type islamologique des textes produits par les animateurs des mouvements islamistes¹. Cette littérature occupe tout le champ d'analyse et crée dans l'opinion publique internationale le sentiment qu'il existe un homo islamicus spécifique, coupé anthropologiquement du reste de l'humanité et qui est incarné par les chefs, vivants ou décédés, des mouvements islamistes. Dans cette approche du monde arabe, non seulement la démocratie ne saurait être à l'ordre du jour, mais bien plus, la vigueur des mouvements islamistes ne traduirait qu'une réaction quasi biologique de l'homoislamicus aux agressions subies par la modernité politique. Qu'il s'agisse des

¹ Nous pensons ici à l'ouvrage de G. Kepel, *Le Prophète et le Pharaon. Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984. Cet ouvrage a été accompagné de toute une série d'analyses du même type, dont par exemple, O. Carré, *Mystique et politique. Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyed Qotb, frère musulman radical*, Paris, Éditions du Cerf, 1984; ainsi que B. Etienne, *L'Islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.

anciens régimes bourgeois arabes ayant tenté de pratiquer la démocratie de type libéral ou des régimes révolutionnaires et socialisants qui leur ont succédé, ces formes de modernité politique auraient constitué, d'après ces analyses, une agression intolérable pour des sociétés profondément "islamiques". Leur défense naturelle serait donc dans le déploiement de mouvements réclamant avec plus ou moins de violence, suivant les situations, le retour à des régimes politiques dits "islamiques".

Notre interprétation de la situation actuelle du Machrek arabe et des perspectives démocratiques potentielles dont il dispose est tout autre. En effet, replacé dans le contexte des événements historiques qui ont affecté la vie des peuples arabes depuis la fin du siècle dernier et le début de ce siècle, les blocages politiques actuels sont la résultante d'une frustration démocratique permanente. Le succès populaire très partiel dont peuvent jouir les mouvements islamistes n'est que le produit d'une aspiration forte à la justice sociale et à des systèmes de pouvoir représentatifs qui n'a jamais pu se concrétiser, durablement ou même partiellement, depuis l'effondrement de l'Empire ottoman.

La fuite idéologique dans l'utopie millénariste islamique, exploitée par quelques fortes individualités manipulant la démagogie politico-religieuse, n'est, à notre sens, que la résultante de ce déficit de démocratie dont souffre le Moyen-Orient depuis de nombreuses décennies. Plus particulièrement, pour ce qui concerne le Machrek arabe, les échecs répétés dans les aspirations nationales, comme dans le développement économique et social, ont miné la légitimité des pouvoirs en place qui, face à une demande de type démocratique très forte, continuent de n'offrir aucune perspective démocratique sérieuse et cèdent eux aussi à la démagogie de caractère religieux. Les frustrations de toutes sortes se conjuguent alors dans une islamisation des demandes de type démocratique qui s'étaient autrefois exprimées en termes d'aspirations nationales ou de revendications sociales fortes.

En d'autres termes, la résurgence islamique n'est, à nos yeux, que le résultat d'une demande très forte de démocratie qui, jusqu'ici, n'a rencontré aucune offre durable et stable, aussi bien par l'ordre colonial ancien que par les régimes politiques issus de la décolonisation et soutenus ou combattus par les grandes puissances. Loin de signifier la réapparition d'une constante anthropologique, voilée un court instant par l'agression du modernisme occidental, la résurgence dite "islamique" n'est que le résultat de frustrations accumulées du fait que les demandes démocratiques qui se sont faites jour au cours des deux derniers siècles n'ont jamais rencontré d'offres durables au Machrek arabe.

L'équation qui produit la résurgence islamique nous apparaît donc assez simple de prime abord; elle est compliquée (> par les manipulations régionales et internationales (tout loin l'objet les "élites" dites islamiques depuis de longues décennies. Ces manipulations ont été multipliées dans le contexte de la Guerre froide et se perpétuent dans les tensions créées par la guerre du Golfe.

La frustration des aspirations à la mise en oeuvre des grands principes démocratiques

La Révolution française et la philosophie des Lumières ont eu des échos importants en Orient dans les sociétés arabes, turques et perses. Chez les Arabes, à partir du voyage de Tahtawi en France au début du *XIXe* siècle, un mouvement de renaissance des arts et des lettres prend de l'essor (la *Nahda*); il s'accompagne d'un intense débat sur les causes de la décadence arabe et, de façon plus générale, celle des sociétés islamiques. La réforme des institutions politiques et religieuses est débattue intensément, de même que le statut de la femme, ainsi que la question des despotismes des pouvoirs en place². Les principes de la démocratie, l'esprit de la Renaissance et des Lumières en Europe fascinent les élites. Certes, les opinions ne sont pas unanimes, d'autant que le comportement des puissances européennes vis-à-vis de l'Empire ottoman ou de la monarchie perse, tout au long de *XIXe* siècle, sont des comportements prédateurs. De ce fait, la crédibilité des principes démocratiques ost entamée et les milieux conservateurs arabes, ottomans ou perses ont beau jeu de montrer que le comportement européen vise à démanteler les structures politiques des deux ensembles ottoman et perse. La démocratie que l'Europe fait miroiter aux peuples de l'Orient ne serait qu'un mirage que l'Europe coloniale emploie(- pour saper les fondements de l'ordre social islamique. C'est ainsi que naît le fondamentalisme islamique contemporain qui prêche à la fois le rejet des valeurs modernes démocratiques et le retour à un Islam mythique des origines.

Les débats du *XIXe* siècle se prolongent et s'amplifient au *XXe* siècle; ils ne sont pas sans rappeler ceux qui font rage en Russie entre "slavophiles" et "occidentaux" et dans lesquels religion traditionnelle et spiritualité sont opposées au matérialisme et à la cupidité des puissances européennes. On retrouve aussi ces débats dans le continent indien et les tendances fondamentalistes chez les Arabes ont été considérablement stimulées par les apports de l'Islam indien.

En dépit des avatars que subissent les principes démocratiques, des limites du débat réservé aux élites urbaines du fait du retard pris par l'extension de l'éducation aux milieux paysans et aux milieux urbains pauvres, la demande populaire augmente. Les révoltes de paysans au Mont-Liban entre 1820 et 1840, le soutien populaire à la révolte de Orabi contre la présence anglaise en Egypte à la fin du siècle constituent des épisodes marquants de cette prise de conscience. Le développement des idées

² On se reportera à ce sujet à l'ouvrage de base de A. Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1789 198¹*, Oxford University Press, 1967. On pourra aussi voir: *La Révolution Française et l'Orient*, Actes du colloque tenu à l'Institut du Monde Arabe de Paris. Paris, Cariscript, 1989; *La Révolution française, la Turquie et l'Iran*, numéro spécial de la *Revue d'Etudes sur In Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n°12, 1991.

modernistes des Jeunes-Turcs et la lutte contre l'octroi de concessions aux Européens en Perse constituent d'autres manifestations de cet éveil général en Orient aux grands principes de justice et d'équité. Des réformes politiques sont obtenues, des assemblées représentatives élues qui se heurtent soit à la mauvaise volonté des puissances européennes, soit à celle des monarques locaux qui ne veulent pas perdre leur pouvoir.

La consolidation de la domination européenne sur le monde arabe après la Première Guerre mondiale avive les contradictions: la demande de liberté vis-à-vis du colonisateur de même que l'aspiration sociale à plus de justice et d'égalité de chances se font plus vives. Gouvernements des puissances européennes et élites locales s'accusent alors mutuellement de frustrer les aspirations populaires légitimes. L'institution d'un Foyer National juif en Palestine en 1917 a été un élément nouveau faussant le débat démocratique. L'Europe apparaît ici comme totalement hypocrite dans ses principes de démocratie dont la laïcité est censée être une composante essentielle.

A la même période, les Anglais favorisent dans la Péninsule arabique une prise de pouvoir de la famille des al Séoud, au détriment de celle des Hachémites avec qui, pourtant, ils avaient négocié la Révolte arabe contre les Ottomans et promis la constitution d'un royaume arabe unifié. L'établissement du régime saoudien en 1925 se fait sous le signe du rigorisme islamique wahhabite, le plus intransigeant parmi les différentes nuances du fondamentalisme religieux. Désormais, les mouvements intégristes arabes disposent d'un Etat qui leur sert de base arrière et ne leur ménage pas les subsides et les aides. En 1928 peut alors émerger en Egypte le Mouvement des frères musulmans, qui trouve une base arrière solide dans le Royaume saoudien qui vient d'être créé³.

Toutefois, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'opinion arabe s'enflamme à nouveau, en particulier à partir de 1956, dans des expressions idéologiques qui restent massivement modernistes et laïques à travers les mouvements nassériens et baathistes, même si le référent islamique n'est pas absent de la littérature politique de ces mouvements. L'anti-impérialisme et l'aspiration socialisante sont les deux piliers sur lesquels se cristallisent les revendications, au détriment des principes de démocratie libérale et pluraliste qui avaient dominé jusque-là. Les régimes nassériens et baathistes instaurent les systèmes de parti unique et entrent en collision aussi bien avec les mouvements de frères, musulmans accusés d'être à la solde de l'Occident qu'avec les partis communistes locaux considérés comme des cinquièmes colonnes de l'Union soviétique.

³ Voir sur ce point: G. Corm. L'Europe et l'Orient. De la Balkanisation à la Libanisation: histoire d'une modernité incomplète, Paris, La Découverte, 1989.

La mise à l'écart à partir des années 1950 des intellectuels libéraux, et souvent leur émigration définitive vers les Etats-Unis et le Canada, appauvrissent considérablement les débats d'opinion dans le monde arabe. Nationalisme arabe autoritaire ou césarien et socialisme d'État marxisant dominant la scène, aux côtés des tendances gauchistes d'inspiration maoïste, en particulier dans les mouvements palestiniens et dans ceux du sud de la Péninsule arabique. Ces tendances idéologiques paraissent avoir un assez large soutien populaire, tant que les niveaux de vie s'améliorent, en particulier en terme de santé, d'éducation et d'opportunité d'emploi.

La situation se renverse progressivement tout au long de la décennie des années 1970 et c'est à partir des années 1980 que la canalisation des mécontentements populaires dans les mouvements islamistes, par divers canaux, devient une caractéristique majeure de la vie politique des pays arabes. L'islamisation de la revendication populaire se développe au fur et à mesure que les socialismes nassériens ou baathistes échouent à consolider les conquêtes sociales des années 1960, que le règlement de l'affaire palestinienne piétine et que le régime religieux iranien affirme son influence régionale et se présente comme le défenseur des "opprimés" et la nouvelle puissance anti-impérialiste du monde. Même cette islamisation s'inscrit elle aussi dans un contexte géopolitique international caractérisé par un emploi massif de la religion en Europe de l'Est comme au Moyen-Orient pour abattre la puissance de l'Union soviétique⁴.

La canalisation des frustrations démocratiques dans les mouvements religieux

Le Moyen-Orient n'est pas la seule zone où les grandes puissances ont joué sur l'attachement populaire à la religion pour combattre l'extension de l'idéologie marxiste. Les cas espagnol, polonais, chilien, argentin sont exemplaires d'aides substantielles apportées à des organisations et des personnalités plaçant leur action politique sous le signe de la foi et de la lutte contre l'athéisme marxiste. Au Moyen-Orient, berceau des trois religions monothéistes, les puissances européennes puis les États-Unis ont toujours été fascinés par les possibilités de mise en échec des revendications nationalistes laïques d'inspirations libérales ou marxistes et gênantes pour les grands intérêts géostratégiques, par la mobilisation des solidarités religieuses transnationales et transétatiques, déstabilisatrices de régimes politiques modernisants cherchant à s'inscrire sur un pied d'égalité avec les puissances dans l'ordre international.

Le Mouvement des pays non alignés, institué au milieu des années 1950, a servi de catalyseur à ces régimes. Son action a visé à écarter l'influence des grandes puissances des affaires des pays du Tiers Monde. Notamment dans ses revendications d'indépendance et d'égalité économique, il s'est plus heurté aux Etats-

⁴ Voir G. Corm, op. cit.

Unis qu'à l'URSS; il est devenu, avec le temps, le symbole de toutes les luttes anti-impérialistes, alors même que l'URSS devenait très influente dans le Tiers Monde et que les partis communistes locaux se développaient considérablement. Un des instruments de riposte des États-Unis a été d'encourager l'Arabie saoudite et le Pakistan, devenu dictature militaire islamique en 1969, ainsi que le Maroc à former l'Organisation de la Conférence des États islamiques (OCEI) en 1969. L'augmentation considérable des revenus pétroliers de l'Arabie saoudite, tout au long des années 1970, dote l'OCEI de moyens financiers considérables, en sus de ceux que l'Arabie saoudite déploie elle-même directement, dans les relations bilatérales, pour convaincre certains régimes politiques, à court de ressources, d'abandonner la laïcité des institutions pour adopter les règles de la charia islamique et ses institutions.

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1980 a permis à l'OCEI de devenir un acteur important du jeu international, cependant que la paralysie gagne le Mouvement des non-alignés, qui a perdu au fil des ans toutes ses figures de proue. L'Islam devient alors un véritable facteur d'influence dans les relations internationales, en particulier en Afrique et en Asie. Cette évolution est à mettre en parallèle, d'ailleurs, avec le dynamisme dont fait preuve la papauté qui se cristallise sur la Pologne et l'Amérique latine, alors que l'État d'Israël parvient de plus en plus à mobiliser le judaïsme pour défendre ses politiques conflictuelles au Moyen-Orient.

Le phénomène khomeiniste, largement encouragé à ses débuts par les États-Unis et la France, avant de devenir hostile aux puissances occidentales, achève cette islamisation de l'univers moyen-oriental. Avec sa coloration chiite, son idéologie anti-américaine et anti-sioniste, sa prétendue défense des "opprimés" partout dans le monde, le régime iranien a entraîné l'État saoudien et les autres monarchies pétrolières du Golfe dans la surenchère au rigorisme islamique. Les régimes arabes pro-occidentaux ne pouvaient, en effet, laisser à l'Iran le monopole d'une expression islamique rigoriste, qui reprend très habilement à son compte la rhétorique anti-capitaliste des mouvements nationalistes ou marxisants des années 1960 et 1970, qu'ils aient été arabes, turcs ou iraniens.

Par ailleurs, le gouvernement baathiste irakien, aussi bien dans son conflit avec l'Iran que, un peu plus tard, celui avec le Koweït qui entraîne la Guerre du Golfe, a dû réduire la laïcité de ses mots d'ordre politique et virer vers une "islamisation" de ses institutions et comportements. De même, le président Sadate, en Égypte, avait encouragé ouvertement une reprise des activités des Frères musulmans, en particulier dans les universités, pour lutter contre la toute-puissance de l'influence nassérienne; il a été victime de cette manoeuvre politique puisqu'il est mort assassiné en 1981 par un groupe ismaliste.

En bref, toute la dynamique politique régionale des années 1980 a conduit à la généralisation du référent islamique dans les conflits régionaux et à des surenchères dans le rigorisme islamique pratiqué par les régimes en place et par les mouvements

de contestation à ces régimes. La mise en place du Hezbollah au Liban et celle de Hamas en Palestine a d'ailleurs, au départ, été favorisée par les Israéliens eux-mêmes qui ont bien senti le potentiel de conflits internes que l'extension de ces mouvements pouvait créer dans les sociétés libanaises et palestiniennes.

La montée en puissance, de l'Algérie au Soudan, des mouvements islamistes, avec l'appui de différents Etats, crée partout des situations internes de conflit qui paralysent un retour à des pratiques démocratiques ou l'instauration de telles pratiques, là où elle n'ont jamais existé. En effet, de nombreux musulmans récusent aussi bien l'idéologie que la pratique des mouvements islamistes ou des États se réclamant du rigorisme islamique. Le rigorisme n'est pas une donnée anthropologique permanente de l'Islam. Religion du "juste milieu", sa pratique, dans les périodes de calme politique et de stabilité sociale, est une pratique modeste, non ostentatoire, une éthique de la relation à l'autre dans les comportements familiaux, sociaux, économiques mais aussi dans la relation au non-musulman. Cette pratique récuse toute idée d'un monopole de l'interprétation de la religion par un homme ou un groupe d'hommes.

La conjoncture politique agitée des vingt dernières années, ainsi que nous venons de l'esquisser à grands traits, a mis en place un univers à référent religieux au Moyen-Orient. Ce mouvement qui avait commencé au début du siècle, avec l'installation du Foyer National Juif puis de l'État islamique saoudien, a été éclipsé durant de longues décennies par la prédominance du référent moderniste et laïc chez les Arabes, les Turcs et les Iraniens, d'abord dans sa version libérale, puis dans les versions de type socialiste ou dans la folie des grandeurs du Shah d'Iran. Le retour en force du référent religieux s'est opéré à partir du début des années 1970 par l'évolution du jeu géopolitique mondial issu du contexte de la Guerre froide. Cette dernière s'est aujourd'hui terminée à l'avantage des puissances occidentales, mais la dynamique du référent religieux est loin d'être épuisée, car elle sert aussi bien les partisans du maintien de l'ordre acquis au Moyen-Orient, si injuste soit-il, que ceux qui cherchent à le bouleverser à leur profit.

Le référent religieux continue donc de cimenter les discours politiques les plus opposés, envahit le champ de l'expression politique et évacue totalement tout référent laïc dans les controverses virulentes qui font rage sur la façon de résoudre les problèmes aigus du monde arabe et du monde islamique. Les valeurs laïques, et donc démocratiques, sont combattues aussi bien par les régimes politiques vu place que par leurs oppositions.

Les premiers pratiquent trois discours:

- le discours conservateur favorable à la permanence des intérêts de l'Occident l'Occident dans le monde ce discours est essentiellement wahhabite, d'inspiration étatique saoudienne ou pakistanaise, visant à renforcer les solidarités

étatiques islamiques transnationales conservatrices contre tout mouvement nationaliste de type laïc,

- le discours révolutionnaire iranien ou soudanais ouvertement anti-occidental,
- le discours étatiste modéré, teinté de nationalisme local, mais payant un lourd tribut au référent islamique pour montrer, que les oppositions fondamentalistes ne pourraient faire mieux que le pouvoir en place (Égypte, Tunisie).

Dans le premier cas, celui des États conservateurs pro-occidentaux, la démocratie, la laïcité et la libération de la femme sont dénoncées comme des moeurs incompatibles avec les valeurs de la société musulmane et avec le système global politico-religieux de la cité islamique. Dans le second cas, iranien ou soudanais, le rejet violent de la laïcité s'accompagne d'une remise en cause de l'ordre international dominé par l'Occident et considéré injuste pour les peuples musulmans appelés ouvertement à la révolte. Enfin, dans les cas de type égyptien ou tunisien, si les valeurs modernistes ne sont pas totalement niées, leur mise en application plus large est refusée pour ne pas offrir aux mouvements islamistes "séditieux" des prétextes additionnels d'agitations contre les régimes en place, voire même une prise de pouvoir légale en cas d'instauration d'une véritable démocratie à l'occidentale.

Pour ce qui est des mouvements d'opposition dits "islamistes" aux régimes en place, ils récusent, plus ou moins de façon absolue, suivant les pays, les valeurs laïques et démocratiques en raison de leur peu de crédibilité. Les arguments sont ici extrêmement forts; ils tournent tous autour de l'usage cynique et sélectif de ces principes par les puissances démocratiques elles-mêmes pour opprimer les peuples musulmans depuis les débuts de la colonisation. La litanie décrivant la trahison de ces principes par les sociétés démocratiques est longue: de Napoléon Bonaparte à Norman Schwarzkopf, en passant par la colonisation brutale de l'Algérie, les coups de boutoir donnés à l'Empire ottoman, la création de l'État d'Israël, enfin le génocide des musulmans de Bosnie. Les mouvements islamistes ont ici beau jeu de dénoncer l'hypocrisie qui se cache derrière la promotion des valeurs laïques et des droits de l'homme. Il leur est alors d'autant plus facile de faire miroiter le paradis d'un système politique et économique islamique qui préserverait les peuples musulmans des agressions des États occidentaux se réclamant de la démocratie. A tous les exclus et les marginaux des constructions étatiques modernes, à tous les déçus du socialisme, du nationalisme, de la démocratie, l'utopie islamique offre un nouveau refuge, de type mythologique, en même temps qu'un lien de valorisation individuel que les institutions de type moderne n'offrent plus depuis plusieurs décennies.

Ces mouvements sont soutenus par les régimes islamiques de type révolutionnaire, mais ils reçoivent aussi de l'aide des États islamiques conservateurs qui tentent de les faire sortir de l'orbite des régimes islamiques se voulant subversifs de l'ordre

établi⁵. Cette multiplicité des aides explique les moyens financiers et logistiques importants dont disposent partout les mouvements islamistes et qu'ils déploient avec beaucoup d'habileté dans le domaine social, en particulier la santé et l'aide matérielle aux plus démunis. Ces activités promotionnelles importantes contrastent fâcheusement avec l'impotence des États face à la dégradation des conditions de vie de larges couches de la population. Les cures d'ajustement économique structurel que subissent les États aggravent leur incapacité à gérer la crise sociale.

C'est ainsi que le grand frémissement démocratique déclenché au Moyen-Orient par l'accélération des contacts avec l'Europe révolutionnaire et des Lumières, avec les États-Unis, symbole de justice et d'équité, avec la Russie marxiste et messianique, se termine en une involution intellectuelle et une stérilisation de la pensée qui encouragent la montée des tensions et des violences dans toute la région. La décrédibilisation des pouvoirs en place dans le domaine de la justice sociale et de l'emploi et l'activisme social et politique des mouvements islamistes créent cette crise permanente de société paralysant les possibilités d'évolution dans la plupart des pays du Machrek arabe.

Crédibiliser les valeurs démocratiques au Moyen-Orient

L'évolution des systèmes politiques dans le monde contemporain est régie par une interaction complexe de facteurs internes et externes. Cette interaction nous est clairement apparue pour le Moyen-Orient à travers l'utilisation intensive du référent religieux dans la politique des grandes puissances et des puissances régionales telles que l'Arabie saoudite, Israël, l'Iran. Les référents de type laïc, permettant le dialogue à partir des valeurs démocratiques modernes, ont cédé la place aux référents identitaires religieux, créant une cacophonie du langage, l'effondrement de systèmes de valeurs et celui du contenu laïc du droit international moderne censé régir les relations entre États.

Aussi bien dans la relation des États entre eux, de certains États avec l'Occident, qu'au niveau des affrontements des pouvoirs en place avec les mouvements islamistes opposants, il n'y a plus de dénominateur commun dans les langages employés. À l'intérieur des langages à référent islamique, les protagonistes emploient une terminologie apparemment commune, mais dont le contenu varie d'un extrême à l'autre suivant la position de l'interlocuteur sur l'échiquier politique. Le résultat est une dépolitisation de la masse des citoyens arabes qui finit par se désintéresser totalement du langage démocratique moderne, mais aussi de celui (le l'Islam politique. Pouvoirs à référent islamique et oppositions islamistes drainant tous les mécontentements les plus aigus, s'affrontent sans que la majorité de la population se sente concernée. Elle n'aime ni les uns ni les autres et refuse très sagement de se laisser entraîner dans une

⁵ Voir à ce sujet le dossier: " Islam: les financiers de l'intégrisme", *Le Nouvel Observateur*, 19 juillet 1990.

mécanique de guerre civile globale. Cette évolution a pu être perçue très clairement en Syrie, lors des grands affrontements du pouvoir avec les mouvements islamistes au début des années 1980, où la majorité de la population s'est tenue à l'écart des violences qui se sont exercées entre les deux protagonistes. Il semble bien en être de même, aujourd'hui, en Algérie.

Du côté occidental, on continue d'user avec intensité du langage démocratique moderne. Pour le Moyen-Orient, la Guerre du Golfe était la guerre du "droit" et d'un nouvel ordre juridique international. La réalité du comportement reste pourtant celle de raisons d'États étroites, d'intérêts dits "stratégiques", de gestion de crises au jour le jour avec une application à géométrie tout à fait variable des droits de l'homme en fonction de ces intérêts réels ou imaginaires. De ce fait, la dévalorisation du discours démocratique en tant que langage de dialogue et de paix s'accélère. Certes, vis-à-vis de l'ex-URSS et des pays de l'Est, langage et comportement ont longtemps été plutôt homogènes et en harmonie l'un avec l'autre; la croisade pour les droits de l'homme, le soutien aux dissidents ont été constants au cours de la dernière décennie et ont pu être conciliés avec le soutien aux mouvements religieux d'opposition aux régimes totalitaires en place, qu'il s'agisse de mouvements catholiques ou orthodoxes ou de la revendication de la liberté d'émigration des Juifs soviétiques⁶. Les valeurs démocratiques ont ainsi pu être crédibilisées, permettant dans beaucoup de pays des transitions sans trop de heurts, de l'autocratie au pluralisme politique.

Rien de tel ne se constate au Moyen-Orient, où la contradiction apparaît entre normes juridiques laïques que l'Occident s'applique à lui-même et comportements de puissance accompagnés de contradictions juridiques flagrantes qui sont déployés pour gérer ou contenir les conflits de la région entre États, ou entre les États et les mouvements d'opposition. C'est ainsi que les mouvements d'opposition démocratiques et laïcs ne reçoivent aucun appui. Seuls sont soutenus ou écoutés pour le Moyen-Orient, par une sorte de pesanteur historique forte, ceux des mouvements qui se disent incarner la défense d'une minorité ethnique ou religieuse opprimée, ou ceux dont le discours contient un fort référent islamique. Le discours entendu est donc avant tout celui qui reflète le référent religieux ou ethnique que l'on invoque de façon quasi exclusive pour pouvoir se faire entendre. Le discours démocratique en provenance de la région n'est plus entendu; il ne fait même plus de sens pour l'oreille occidentale; il apparaît surréaliste, coupé du réel, peu représentatif. Même une analyse purement profane des situations géopolitiques, de l'imbrication (les intérêts stratégiques des puissances occidentales dans ces situations, dérange; elle est mal reçue et l'argument

⁶ Il faut remarquer toutefois que les droits de l'homme ont été clairement violés vis-à-vis des nombreux Juifs soviétiques qui auraient préféré émigrer vers les États-Unis plutôt que vers l'État d'Israël; or les États-Unis suppriment en 1990 les possibilités d'émigration massive des juifs soviétiques vers le territoire américain; l'étape de Vienne où les juifs soviétiques pouvaient précédemment choisir leur lieu de destination finale est fermée et les émigrants n'ont que la possibilité de vols directs à destination d'Israël.

sur les valeurs spécifiques de l'Islam, opposées aux valeurs judéo-chrétiennes qui auraient directement inspiré les valeurs démocratiques, est devenu l'alibi le plus commode pour écarter tout dialogue sérieux sur la base d'un langage démocratique commun et d'une analyse profane des enjeux des situations conflictuelles.

Pour apaiser le Moyen-Orient, il nous faut de toute urgence oeuvrer pour rétablir la crédibilité des valeurs démocratiques, pour réactiver un droit laïc, homogène, s'appliquant indistinctement à toutes les situations. Ce n'est pas le droit qui doit s'adapter aux raisons d'État, aux intérêts matériels et politiques, mais l'inverse: les raisons d'État et les intérêts géopolitiques doivent être policés et apprivoisés par l'application stricte de la norme de droit à tous les acteurs locaux, régionaux et internationaux qui sont parties prenantes aux situations conflictuelles du Moyen-Orient. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que derrière les Etats, les communautés religieuses ou ethniques, les peuples et tous ceux qui prétendent parler en leur nom, il y a des hommes et des femmes assoiffés de justice sociale, de paix, de reconnaissance de leur humanité. Pour peu que l'espoir leur soit donné, ils oeuvreront pour la paix. Si l'espoir est absent, ils peuvent alors être la proie de tous les aventuriers de la politique qui leur font miroiter des solutions simples, directes et violentes, ou encore les font tomber dans une apathie politique totale.

Il est donc urgent de rétablir au Moyen-Orient la crédibilité du langage démocratique, pour que les démocrates puissent oeuvrer à armes égales face à tous les aventuriers de la politique pour gagner le coeur et l'esprit de tous ceux qui souffrent, en Palestine occupée, au Liban, au Kurdistan et dans toutes les sociétés où la pleine humanité de l'être humain et son autonomie ne sont pas reconnues.